

le pouvoir aux travailleurs

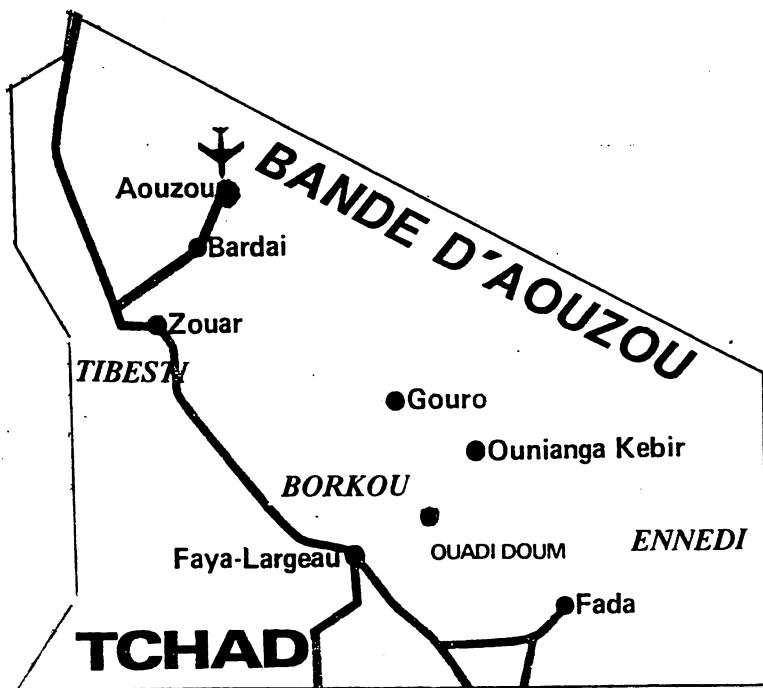
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

LE 21 SEPTEMBRE 1987

NO 164

PRIX: 3 FF



—

**MOURIR
POUR
AOUZOU ?**

SOMMAIRE
AU
VERSO



SOMMAIRE

Pages 2, 3 et 4

- Editorial

Page 5

- Côte d'Ivoire : un scandale dans la famille

- Délinquance et criminalité

Page 7

- Sénégal : inquiétudes dans la fonction publique

Pages 7 et 8

- Mali : le départ d'un ministre bavard

Pages 8 et 9

- Congo : règlement de compte entre anciens compères

Pages 10 et 11

... prolétaires de tous les pays ...

Page 11

- Nouvelle Calédonie : un référendum bidon

ABONNEMENT

France : 1 an

- pli ouvert : 55 FF
- pli fermé : 65 FF

Etranger : prière écrire au journal

A D R E S S E

Combat Ouvrier B.P.
42 92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

MOURIR POUR AOUZOU ?

Le conflit frontalier entre le Tchad et la Libye sur la bande d'Aouzou est aujourd'hui une véritable guerre entre les deux pays. Le 8 Août, Hissène Habré a tenté de récupérer la localité d'Aouzou occupée par le régime de Khadafi depuis 1972. Prise dans un premier temps par les troupes de Habré, cette localité fut reprise quelques jours plus tard par l'armée de Khadafi.

La guerre continue depuis lors, chaque dictateur tentant de justifier ses prétentions sur cette bande de terre perdue dans le désert. Ce conflit ouvert entre le Tchad et la Libye a suscité et continue encore à susciter des commentaires, dans l'immigration tchadienne en particulier, et africaine en général.

Certains pensent qu'en attaquant la Libye, Habré ne fait que défendre l'intégrité territoriale du Tchad. Ils considèrent que la bande d'Aouzou est une partie intégrante de cet espace hérité des colons par les Tchadiens et qu'il n'y a pas de raison de la céder aux Libyens.

D'autres, tout en affirmant que Habré n'est qu'un dictateur, considèrent qu'il faut le soutenir dans sa guerre pour la récupération de la bande d'Aouzou parce que, selon eux, il faut donner une leçon à Khadafi. D'autres encore vont plus loin et vantent les succès militaires du satrape de N'Djaména -succès dûs pour une large part au soutien apporté par l'impérialisme français et américain- comme les "premières victoires des peuples noirs sur les Arabes".

Oui, le problème de la bande d'Aouzou a depuis longtemps constitué une source de conflit entre le Tchad et la Libye. En son temps, par exemple, le dictateur Malloum exploitait à fond ce problème pour se présenter comme le défenseur de l'intégralité territoriale du Tchad contre la menace de l'invasion libyenne. Dans la lutte qui l'opposait aux dirigeants du Frolinat (Front de Libération Nationale du Tchad) soutenus par Khadafi, et parmi lesquels se trouvait Habré, Malloum prétendait que tous les maux dont souffraient les populations du Tchad avaient pour origine l'occupation de la bande d'Aouzou par la Libye.

Aujourd'hui, Habré ne fait que répéter les mêmes choses, utiliser les mêmes recettes pour atteindre les mêmes objectifs. Se présentant comme le défenseur du Tchad, dans ce conflit dont il a pris l'initiative, il ne cherche qu'à se forger un capital politique pour affermir son régime.

Mais dans cette aventure guerrière, il ne s'agit pas seulement pas pour Hissène Habré de trouver à bon compte un certain soutien -y compris, la preuve, parmi les intellec-

... / ...

tuels de l'émigration traditionnellement plus critiques à l'égard de Hissène Habré. C'est au nom de la guerre, de ses nécessités, au nom de la "défense" ou de la "reconquête de la patrie" que Habré impose au peuple tchadien de nouveaux sacrifices. C'est au nom de cette guerre pourtant largement financée par l'impérialisme français que Hissène Habré retient de l'argent des salaires des fonctionnaires.

Depuis 1982, année de sa prise au pouvoir, les fonctionnaires tchadiens ne touchent qu'un demi-salaire qui généralement arrive avec un retard de deux ou trois mois dans certaines régions. En plus de ce salaire de misère, ils sont obligés de payer des cotisations sous forme de contribution à "l'effort de guerre", à la "reconstruction nationale", sans parler de celles versées à l'UNIR, parti unique, ou celles prélevées pour "la région sinistrée du BET". Ce sont des sacrifices énormes pour la population, alors qu'en même temps, les dignitaires du régime, ceux-là mêmes qui décident et imposent ces sacrifices touchent leur salaire intégralement et vivent bien.

C'est au nom de cette guerre qu'on détournera le peu d'argent qui dans le passé servait pour les écoles, les dispensaires, les hôpitaux et les routes. Et c'est au nom de cette guerre, au nom de l'unité nationale qu'on aggravera inévitablement la dictature, qu'on donnera plus de la place encore à l'armée, aux militaires.

Mais qu'a-t-il donc à gagner, le peuple tchadien, à cette guerre? Le bout de désert qu'est la bande d'Aouzou? Il en est ici dans l'émigration des intellectuels à philosopher sur la richesse réelle ou supposée de la bande d'Aouzou. Mais à supposer même que cette richesse existe et qu'elle soit exploitable, les pauvres du Tchad auront juste le droit de mourir pour sa reconquête. Mais qui exploiterait les richesses d'Aouzou? Et au profit de qui? Sûrement pas au profit des pauvres du Tchad. Car alors avec le fer de MIFERMA en Mauritanie, le dernier des Haratines serait dans ce cas millionnaire. Et à ce qu'on sache, si le Zaïre regorge de diamant et de cuivre, les habitants des bidonvilles de Kinshasa n'ont pas la réputation de rouler sur l'or.

Car toutes ces richesses en Afrique, on ne le sait que trop, bénéficient essentiellement aux trusts impérialistes qui ont des capitaux pour les exploiter, accessoirement aux dictateurs locaux, mais certainement pas à la masse des paysans pauvres, ni aux ouvriers, ni aux chômeurs des villes. Et si les soldats, issus généralement aussi bien du côté libyen que tchadien des classes pauvres, s'entretuent, c'est uniquement pour savoir qui du dictateur Habré ou du dictateur Khadafi aura le droit de monter la garde auprès des richesses supposées qui, si elles existent, s'accumuleront dans les coffres-forts des capitalistes français et américains ou autres.

Mais de toutes façons, même s'il n'y a que du sable du côté d'Aouzou, l'impérialisme, lui, il aura gagné quelque chose dans cette guerre: opposer, dresser l'un contre l'autre des peuples de part et d'autre d'une frontière totalement artificielle et tracée par lui. Dans les deux pays, on inculque dans la tête des populations que l'ennemi c'est les voisins: au Tchad, l'ennemi, c'est la Libye et non l'impérialisme français contre lequel, du reste, Habré prétendait combattre il n'y a pas longtemps quand, dans le maquis, il bénéficiait de l'aide de la Libye. L'impérialisme français est aujourd'hui l'ami qui vient protéger le Tchad contre l'ogre libyen.

Dans ce conflit, l'impérialisme trouve également un contexte favorable pour régler ses comptes avec Khadafi. Certes, Khadafi est un dictateur comme Habré, mais pour l'instant moins fiable, voire parfois franchement gêneur. Depuis belle lurette, les USA ne cachent guère leur envie d'avoir la peau de Khadafi. Seulement, les dirigeants américains savent qu'intervenir directement en Libye au lieu d'abattre Khadafi, risque au contraire de soulever l'indignation non seulement du peuple libyen (même si par ailleurs, il en a assez du dictateur) mais aussi au moins l'ensemble des peuples arabes. Une intervention américaine directe ou une intervention française directe, si elles ne sont pas exclues, rappellerait cependant trop les multiples guerres coloniales, les multiples interventions impérialistes dont les peuples de cette région n'ont que trop souffert.

Alors il est plus facile de faire donner Habré et ses troupes. Et on fait même l'économie de la mort des soldats américains et français. Et on a même en prime les applaudissements de ces intellectuels "progressistes" tchadiens et africains qui voient en Habré le combattant de la cause des Noirs d'Afrique contre les Arabes et qui ne voient pas que les armées de Habré ne se battent en l'occurrence pas plus pour la cause des Noirs d'Afrique que ne se sont battus pour cela les tirailleurs sénégalais ni à Madagascar, ni aux quatre coins de l'Afrique, ni même lorsque l'impérialisme français s'est servi d'eux contre des Blancs allemands.

Ce conflit que Habré et Khadafi imposent aux populations du Tchad et de la Libye est une sale guerre. Jusqu'en 1972, la bande d'Aouzou faisait partie de ce que l'on appelle aujourd'hui pompeusement "l'intégrité territoriale du Tchad". Eh bien en quoi cela a-t-il amélioré les conditions de vie des populations de ce pays? Avec la bande d'Aouzou, vivait-on mieux, plus librement, sous la dictature de Tombalbaye qu'aujourd'hui? Et qu'est-ce que la bande d'Aouzou a apporté de mieux ou de plus aux populations pauvres de la Libye depuis 1972, période à partir de laquelle le dictateur de Tripoli a fait occuper cette région par ses troupes? Avec ou sans la bande d'Aouzou, pour les pauvres, au Tchad comme en Libye, ça a toujours été la misère, les humiliations et les maladies, alors que ceux qui dirigent ces deux pays s'enrichissent et vivent dans un luxe insolent.

Dans ce conflit entre le Tchad et la Libye, ce sont les pays impérialistes, la France d'abord, les Etats-Unis ensuite, qui donnent à leur valet Habré ses moyens de guerre: des chars, des missiles, des canons et autres armes de toutes sortes. Ils mettent des avions à sa disposition, des jaguars, des awacks etc... Ses troupes, ses hommes ne sont en fait que des fantassins dont on se sert comme chair à canon, tels que le furent les Africains utilisés pendant la dernière guerre impérialiste. Ses victoires, si victoires il y a, sont d'abord celles de l'impérialisme. C'est lui, l'impérialisme, qui bénéficie de la mort et des sacrifices de ceux à qui le dictateur Habré impose la guerre.

L'impérialisme mise sur la division de l'Afrique. Ses hommes de main cultivent et encouragent les oppositions entre les populations. Par la guerre, le nationalisme, le tribalisme, la religion, ils opposent celles-ci les unes contre les autres. Eh bien, si l'on veut que l'Afrique sorte de sa situation actuelle, ce n'est pas là la voie à suivre. Les prolétaires et avec eux toute cette masse de paysans pauvres et de chômeurs qui constituent l'écrasante majorité de l'Afrique, d'où qu'ils viennent, de quelque race qu'ils soient, n'ont pas à se battre pour le compte des dictateurs et se battre les uns contre les autres.

La seule politique juste et qui va dans le sens de leurs intérêts en tant que prolétaires, en tant que pauvres, c'est au contraire d'unir leur force par-delà les frontières pour se battre contre les dictateurs et contre les classes privilégiées que ces dictatures protègent ou avec lesquelles elles se confondent, contre la bourgeoisie des grandes puissances impérialistes, française, américaine ou autre.

Alors, à bas la sale guerre et vive l'entente de tous les prolétaires d'Afrique et du monde!

*

*

*

COTE D'IVOIRE: UN SCANDALE DANS LA FAMILLE

Koffi Aoussi, ministre ivoirien des Transports et des Travaux Publics, a été enlevé le 16 Août de chez lui à Abidjan. Evidemment, la presse, la radio et la télévision n'en ont pas dit un mot, encore moins les autorités du régime. Comme d'habitude, dans une pareille situation, le public ivoirien n'a été au courant que lorsque RFI et Africa n°1 en ont parlé lors de leur émission.

Quand l'hebdomadaire "Jeune Afrique" a sorti un article dans l'un de ses derniers numéros, curieusement, il était introuvable dans les kiosques. A croire que les autorités ont payé toute la livraison d'un coup. En tout cas, pendant une semaine l'affaire a fait le tour d'Abidjan, de tous les lieux de travail, de tous les maquis.

Pendant quelques jours, tout le monde se demandait quel genre de rapt il s'agissait. Et il s'est révélé par la suite que si crapulerie il y avait sans le moindre doute, il était le fait d'un ancien associé du ministre.

L'auteur du rapt, André Pérales, dirigeait jusqu'en décembre 1985 le luxueux complexe hôtelier le Wafou en tant qu'actionnaire avec le ministre et d'autres personnages. A cette date, le ministre et les autres actionnaires, constatant un déficit de 282 millions de CFA, ont démis Pérales de son poste de PDG. Et dernièrement, il était devenu un simple employé de la société le Wafou.

A partir de ce moment, une guerre froide s'est installée entre Pérales et le ministre milliardaire. L'affaire a traîné entre le tribunal d'Instance d'Abidjan, les experts-comptables et les cabinets de conseil des parties en conflit, Alors Pérales a fini par vouloir régler l'affaire à sa manière en enlevant le ministre et en demandant une rançon de 300 millions de CFA. Il a empoché le magot et réussi à s'échapper.

Finalement, cette histoire se termine bien pour les deux. Le ministre peut s'estimer heureux, il a la vie sauve. Pérales, de son côté, il doit être content, il s'est envolé en empochant les 300 millions.

Quant aux gens de la rue, ils ont plutôt ri de la mésaventure du ministre. A bien y réfléchir, on ne rit tout de même pas de bon coeur, car si un ministre grugé, ça fait plaisir, malgré tout, l'argent que se disputaient le ministre et le gangster, c'est au peuple qu'il avait été volé.

DELINQUANCE ET CRIMINALITE

La criminalité et la délinquance sont les deux sujets qui sont fréquemment soulevés en ce moment en Côte d'Ivoire. La nuit, Abidjan et les grandes villes de l'intérieur deviennent de véritables jungles.

Pas un jour ne passe sans que le nouveau quotidien du soir, "Ivoir Soir" ne publie de gros titres sur tel cambriolage de particulier, tel pillage de banque par des groupes puissamment armés; les butins font rêver les populations par leur montant élevé. Parfois aussi, c'est l'indignation parce qu'un passant s'est fait poignarder pour 1 000 F CFA. Sur les routes aussi, il arrive régulièrement que des cars de transport en commun de 60 places et parfois plus se fassent arraisonner en rase campagne par des bandes armées. Et les voyageurs se font détrousser.

Dans les quartiers populaires, circuler la nuit devient très dangereux. A tel point que les habitants de certains quartiers s'organisent pour assurer leur propre défense. Les gros bourgeois vivent dans les beaux quartiers, avec des gardiens et même des policiers pour les garder. Ce ne sont pas eux qui se font attaquer, ni même poignarder pour quelques centaines de francs CFA.

Le problème en effet c'est qu'avec la crise actuelle, le chômage frappe de plus en plus les gens. Et certains pressés par le désespoir ne voient d'autre solution que de voler.

Alors oui, si les voleurs ne s'attaquaient qu'à ceux qui ont de l'argent, personne ne se plaindrait. Et peut-être que le gouvernement se préoccuperait un peu plus du sort des pauvres. Parce que la délinquance, la criminalité, ce sont des maladies de la société capitaliste que nos dirigeants apprécient tant.

Quand tout va bien, il y a moins de voleurs. Mais quand on licencie et que des pères de famille ne trouvent pas d'emploi et ne voient aucune perspective pour s'en sortir, ils peuvent devenir des voleurs. D'autant plus qu'ils voient chaque jour autant de mercedes appartenant aux ministres et autres membres de l'appareil d'Etat circuler dans les rues.

LES PETITS MARCHES D'ABIDJAN : UN EXEMPLE DE L'INCURIE GOUVERNEMENTALE

Au début d'Août, le marché de Marcory, dans le quartier populaire d'Abidjan a été ouvert au public. Mais tout le monde est scandalisé car de nombreux marchands n'ont pas eu assez de place dans les belles installations mises à leur disposition et ils se sont installés à qui mieux mieux tout autour du nouveau marché.

Ce marché de Marcory n'est pas le seul. Dans des quartiers tels que Abobo, Treichville-Habitat, le même genre de marché a été construit. Pour les autorités, il s'agissait de faire disparaître les petits marchés de quartiers devenus insalubres et dangereux en cas d'incendie. Sur ces marchés de quartiers, les marchands sont réduits à se débrouiller pour trouver un espace. En cas de pluie, ce qui est fréquent, l'espace devient un véritable champ de boue.

Raison pour laquelle de beaux marchés ont été construits grâce à un emprunt à l'extérieur avec beaucoup de publicité autour. Et le résultat est là. Il s'agit certes de belles réalisations qui sûrement impressionnent le touriste de passage. Mais elles ne répondent pas du tout aux conditions de travail des marchands. Avant même d'être ouverts, tous ces marchés s'avèrent trop petits.

C'est donc encore une fois des milliards partis en réalisations inutilisables pour les populations. Bien évidemment, cela a permis à des politiciens de se faire de la publicité, et à d'autres encore d'arrondir leur compte en banque sur le dos de tout le monde.

Entre -temps, les ménagères des quartiers populaires continueront à aller faire leur marché dans la boue. Et dire que le pays est gouverné par le chef d'Etat "le plus sage du monde".

SENEGAL : INQUIETUDES DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Au Sénégal, la Fonction publique n'embauche plus depuis quelques années. Cela, on le sait. Mais elle cherche maintenant à diminuer le nombre des fonctionnaires ainsi que leurs salaires.

Il y a quelques mois, tous les policiers ont été révoqués pour cause de grève. Il est vrai qu'ils ont été réintégrés par la suite -sauf ceux de Dakar. Mais le simple fait que Diouf n'ait pas hésité à les licencier massivement a suffi à provoquer quelques inquiétudes chez certains fonctionnaires. C'est le cas des douaniers qui ont peur et se demandent s'ils ne risquent pas un jour le même sort que celui des policiers.

A la peur d'un renvoi massif éventuel s'ajoute le fait qu'il y a un contrôle sévère des retards et absences au travail. En cas d'absence considérée injustifiée par le chef, la mensualité suivante est purement et simplement retenue. Le fonctionnaire sanctionné doit aller demander son salaire à un bureau de contrôle des absences prévu à cet effet et qui statue sur son cas. Mais il faut attendre plusieurs jours pour avoir une réponse positive ou non.

Cependant, Abdou Diouf n'oublie pas qu'il y aura l'année prochaine des élections présidentielles et législatives. Alors, pour établir un certain équilibre, il fait quelques gestes à l'égard des salariés en espérant que ceux-ci s'en souviendront. Par exemple, il y a deux mois, il a donné 1.500 FCFA à tous les fonctionnaires. Il semble que ceux du privé en aient également bénéficié.

Cette "largesse" de Diouf est un peu dérisoire. Mais en cette période de vaches maigres, certains salariés peuvent se dire qu'après tout "un sou est un sou". Soit. Mais les non-salariés qui sont beaucoup plus nombreux, de quoi se souviendront-ils?

MALI : LE DEPART D'UN MINISTRE BAVARD

Le ministre malien des finances et du commerce, Sacko Soumana, a récemment donné sa démission du gouvernement. C'est un fait très rare en Afrique. L'a-t-il fait de son propre chef ou était-il obligé de quitter son fauteuil de ministre?

Sacko passait, selon un certain nombre de témoignages, pour un ministre honnête et intègre, car depuis le mois de Février dernier, date à laquelle il avait pris ses fonctions, les salaires des fonctionnaires de Bamako étaient régulièrement versés; alors qu'auparavant, à Bamako comme ailleurs, les salaires étaient payés avec plusieurs mois de retard. Il a même été surnommé par des gens de la ville de Bamako "ministre des salaires".

Il avait donc la sympathie d'une partie des fonctionnaires. Mais il avait par ailleurs récolté l'antipathie des gros commerçants, ainsi que d'autres couches de la population, parce qu'il n'hésitait pas à envoyer ses fonctionnaires partout dans le pays pour obliger les petites gens à payer les impôts, soi-disant en retard. Son ministère avait donné des ordres aux douaniers pour surveiller les frontières et faire payer les taxes sur toutes les marchandises venant de l'extérieur sans complaisance.

Par exemple, le service des douanes avait découvert 577 véhicules immatriculés faudruleusement, c'est-à-dire non dédouanés. La fraude est évaluée à 478 millions

de francs CFA. Il paraît aussi que ce même service avait constaté l'achat de 400 voitures R12 par le ministère de la Défense dans les mêmes conditions. Toute cette affaire semble avoir attisé l'hostilité de ses collègues et ministres ainsi que les grands commerçants. Enfin, l'une des causes de son départ, selon certaine presse, est la découverte d'une affaire de trafic d'or que le ministre voulait faire dédouaner comme toutes les marchandises.

Mais, on dit qu'il n'a pas été soutenu par Moussa Traoré. Comme tout le monde le sait, tout le pouvoir est dans les mains de ce dernier. Et le petit officier ministre aurait donné sa démission. Démission acceptée et il a été remplacé sur-le-champ.

Les hommes de la rue posent des questions sur ces trafics d'or. Qui est le détenteur de ce magot? Mariam Traoré? ou Balla lui-même? Un parent proche? En tout cas, le "ministre des salaires" qui est encore surnommé "Sacko Zorro" qui se vantait de vouloir traquer tous les trafiquants n'a pas été jusqu'à dévoiler le nom de cet escroc bien protégé.

CONGO: REGLEMENT DE COMPTE ENTRE ANCIENS COMPERES

Le 6 septembre, à Owando, petite ville située à 500 km au nord de Brazzaville, les troupes gouvernementales du dictateur Denis Sassou Nguesso ont maté un début de rébellion conduite par l'ex-capitaine Anga.

Au Congo, cet ancien officier de l'armée est connu comme ayant participé au Comité militaire du Parti (CMP) dirigé pendant deux ans (1977-1979) par le général Joachim Yhombi-Opango et, il fut un aide de camp du président Marien Ngouabi assassiné en 1979.

A la suite de l'assaut donné par les parachutistes de Sassou Nguesso dans la ville d'Owando, on fait état de près de 50 morts et plusieurs personnes grièvement blessées dont de nombreux civils. Le capitaine Anga a réussi à prendre la fuite entraînant dans sa suite un certain nombre de sympathisants dont principalement les membres de sa famille et de son ethnie.

Cette rébellion intervient à la suite d'une série d'arrestations d'officiers et de civils de l'ethnie de l'ancien président Yhombi-Opango, soupçonnés de préparer un coup d'Etat contre le pouvoir de Sassou.

En Afrique, de pareilles tentatives de renversement de pouvoirs dictatoriaux, par de petits groupes armés, ne sont pas choses nouvelles. Certaines réussissent, comme ce fut récemment le cas au Burundi, d'autres échouent, comme au Togo.

Le Congo connaît un régime dictatorial comme en Ethiopie, au Bénin, au Burkina-faso etc, même si les dirigeants mettent en avant le drapeau rouge ou emploient officiellement une phraséologie pseudo-marxiste léniniste. Au Congo, comme dans toutes les dictatures, les coups d'Etat constituent le seul moyen pour les dignitaires écartés de l'appareil d'Etat de tenter d'y revenir.

Anga a tenté sa chance. Il a perdu. Mais les exploités du Congo n'ont pas plus à déplorer son échec qu'ils n'ont à se réjouir du succès de Nguesso. Car ces hommes se valent. Leur politique aussi est la même. Anga ne voyait aucun inconvénient à servir à un haut niveau la politique de Nguesso avant que ce dernier ne l'écarte.

Avant de prendre le maquis, Anga proposait, dans un discours enregistré sur une cassette qui circule sous le manteau à Brazzaville, de "rassembler les Congolais autour d'un projet national, afin de bâtir un Congo moderne". Ce sont les mêmes phrases creuses dont se servent ceux qui sont au pouvoir.

Même si Anga et ses partisans reviennent au pouvoir comme ils le préconisent, ils recommenceront la même politique d'exploitation, d'oppression, de repression de la population démunie et de dilapidation des biens publics, comme ils le faisaient quand ils étaient au pouvoir.

CODE DE NATIONALITE: UN PROJET CONTRE LES TRAVAILLEURS IMMIGRES

Les membres de l'actuel gouvernement et ses partisans sont en désaccord, non sur le fond, mais sur l'opportunité de reformer le code de la nationalité. Rappelons que ce code concerne surtout les conditions de l'obtention de la nationalité française pour les enfants d'immigrés nés en France.

La droite au gouvernement a voulu reformer ce code parce que la démagogie du Front National de Jean Marie Le Pen sur l'immigration lui faisait perdre des voix. Cette poussée à droite de son électorat l'entraîne à concurrencer le F.N. dans son jeu. C'est donc pour récupérer, ou tout au moins, freiner le nombre de voix qui vont au F.N. que le gouvernement remet en cause le code de nationalité.

Mais le problème pour le gouvernement reste posé car, si ce projet coupe l'herbe sous les pieds du F.N., il entraîne un mécontentement d'une partie de la population. Déjà, à la suite du mouvement étudiant de l'automne dernier, le gouvernement avait rangé une première fois le projet pour l'ajourner ensuite.

Il l'a ressorti dernièrement, mais à l'annonce d'une manifestation de mécontentement, il a opté pour une solution intermédiaire en créant une "commission de seize sages" qui lui permet de traîner le projet jusqu'aux élections ou bien de le ranger définitivement dans les archives. D'autant plus qu'il n'a rien d'indispensable à la bourgeoisie.

Ce projet est bien sûr anti-immigré parce qu'il empêche les enfants des travailleurs immigrés d'avoir les mêmes droits civiques que les autres enfants. Alors qu'il serait tout à fait normal que ce soit ainsi quand on sait que ces travailleurs vivent ici comme tout autre travailleur.

Mais si ces parlementaires flanqués d'une commission de vieilles barbes peuvent décider si les enfants d'immigrés auront la carte d'identité ou pas, ils ne peuvent rien contre le fait qu'ils peuplent les banlieues ouvrières et les entreprises. Et que si ces travailleurs prennent conscience de leurs forces en tant que travailleurs, ils peuvent, entre autres, imposer à ces parlementaires parasites de remballer ce projet.



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS...

Pendant un certain nombre d'années, la plupart des travailleurs africains venaient en France avec l'idée de retourner en Afrique. Puis, installés ici, un grand nombre d'entre eux ne sont pas, de fait, retournés, si ce n'est que comme visiteurs, sans avoir pour autant abandonné l'idée qu'un jour... Depuis quelque temps cependant, beaucoup d'entre eux abandonnent jusqu'à l'idée de retourner en Afrique.

La crise, le chômage, le fait que même certains travailleurs immigrés qui ont choisi de retourner définitivement en Afrique sont rapidement réduits à la misère parce qu'ils sont dépouillés de leurs économies par des douaniers et autres autorités sous des prétextes divers, les pressions exercées par la famille sur les travailleurs immigrés pour qu'ils restent afin d'envoyer de l'argent, tout cela joue dans le même sens et amène un bon nombre d'immigrés à rester en France.

C'est ainsi qu'un nombre croissant de paysans maliens, sénégalais, mauritaniens se transforment sans espoir de retour en arrière en prolétaires dans les usines, les mines de France ou pour quelques-uns dans les pays industriels voisins. Ils finissent par s'intégrer dans le prolétariat en France, comme tant d'autres avant eux venus en leur temps, qui de Pologne ou d'Italie, qui d'Espagne, du Portugal ou des pays du Maghreb.

Toute l'histoire du capitalisme est ainsi faite de ce mouvement de transformation en prolétaires des paysans chassés de leur terre par des hommes armés des capitalistes ou tout simplement par la misère et la famine. Il fut un temps lointain où cette transformation par des actes de violence des paysans en prolétaires se faisait à l'intérieur d'un même pays, par exemple en Angleterre dès la naissance du capitalisme.

A notre époque, c'est dans les métropoles des pays impérialistes qu'un grand nombre de paysans d'Amérique Latine, d'Afrique ou d'Asie sont transformés en prolétaires.

Pour bien de travailleurs africains, c'est à la suite de toute sorte de violence et de déchirement qu'ils se sont retrouvés prolétaires ici. Pour d'autres, leur présence en France est peut-être le résultat d'un choix individuel et la recherche d'une situation relativement aisée par rapport à ceux qui sont restés en Afrique.

En réalité chaque paysan d'Afrique transformé en prolétaire en France est de toute façon menacé comme les autres travailleurs par la précarité du travail, la baisse des salaires, les licenciements et le chômage. Alors il ne s'agit pas ici pour les travailleurs d'origine africaine de chercher la nostalgie du pays d'origine.

Eh oui, c'est par la violence de la faim et de la pauvreté que tant de paysans d'Afrique sont devenus des prolétaires en France ou ailleurs dans d'autres métropoles impérialistes. Mais ce faisant, à partir de ces dizaines et dizaines de milliers d'hommes, le système capitaliste a contribué à forger une nouvelle force contre lui-même.

Car paysans isolés, dispersés dans les villages de la vallée du Sénégal ou d'ailleurs, on était désarmé contre le système capitaliste et ses ignominies, y compris la famine parce que même cela, ce n'est pas la nature qui en est responsable mais l'organisation sociale.

Mais les mêmes hommes regroupés dans les ateliers de Citroën, Renault, Talbot, dans toutes ces entreprises capitalistes, deviennent une force tout simplement parce qu'ils s'intègrent dans une grande armée de prolétaires.

Le prolétariat puissant, numériquement nombreux, concentré comme il est dans les grands pays capitalistes peut tout, y compris renverser l'ordre capitaliste, y compris s'emparer de toutes ces richesses accumulées et monopolisées par les classes privilégiées des grands pays impérialistes et mettre toutes ces richesses et toute cette capacité de production immense qui existe dans des pays comme la France, l'Angleterre, l'Allemagne, les U.S.A, à la disposition de tous les prolétaires, de tous les pauvres de cette planète afin qu'elles ne servent plus au profit de quelques-uns mais assurent une vie décente et digne à tous. Alors, si chacun a droit à sa nostalgie, l'avenir lui, appartient aux prolétaires collectivement et parmi eux à ceux qui, de gré ou de force, sont drainés par le capitalisme vers la France.

NOUVELLE CALEDONIE : UN REFERENDUM BIDON !

Le dimanche 13 Septembre, le gouvernement français a organisé un référendum dit "d'autodétermination" en Nouvelle Calédonie. Le FLNKS de Jean Marie Tjibaou avait préconisé l'abstention tandis que le RPCR de Jacques Lafleur et de Dick Ukeiwe avait appelé à voter "pour la Calédonie Française". Selon les résultats proclamés, 59% des "inscrits" ont participé au référendum et sur ces 59%, 98,30% ont voté contre l'indépendance.

Alors, on a pu voir les dirigeants de droite claironner le prétendu "succès" de leur politique, la "victoire de la Calédonie française", voire même la "victoire de la démocratie et de la liberté". Quel cinéma! Le résultat était connu d'avance, puisque les Kanaks au nombre de 60.000 sont minoritaires dans leur propre pays. Et même si la totalité des Kanaks avaient voté pour l'indépendance, cela ne se serait pas traduit autrement dans le scrutin tel qu'il a été organisé. Alors, il n'y a pas de quoi pavoiser pour la droite, car ce référendum bidon ne peut pas cacher l'aspiration de l'énorme majorité de la population kanak à l'indépendance.

Pour remplir les urnes en faveur de la "Calédonie française", le gouvernement avait établi une règle arbitraire autorisant les métropolitains à voter du moment qu'ils sont installés dans cette île depuis 3 ans. Quoi d'étonnant alors que ceux qui sont payés grassement pour maintenir sous la domination française une de ces dernières colonies, ainsi que tous ces "petits blancs" accrochés à leurs privilèges coloniaux votent massivement contre l'indépendance. C'est cela que la droite conservatrice appelle un "référendum démocratique", alors que cette même droite si soucieuse de la "démocratie" ne veut pas entendre parler du droit de vote, même pour élire un maire, pour les travailleurs immigrés dont certains sont ici depuis plus de 15 ans!

Si c'était si démocratique que cela en Nouvelle Calédonie, à quoi donc servent les 7 000 soldats basés en permanence dans cette île sans compter les centaines de gendarmes, policiers et autres militaires venus en renfort pour surveiller le référendum ? Alors, tout ce cinéma autour du référendum ne trompe personne, et surtout pas le peuple Kanak. Le simple fait que le gouvernement français ait consenti à organiser ce référendum, ce n'est pas venu de rien. Il ne l'aurait pas envisagé, même sous cette forme de mascarade, si une partie de la population Kanak n'avait pas commencé à se mobiliser, à manifester, à faire pression, directement, sur la population caldoche. C'est cette mobilisation qui a fait que l'ancien ronron colonialiste, où "chacun était à sa place" ne pourrait plus continuer.

Et si la population Kanak ne veut plus vivre comme les Indiens d'Amérique, parqués dans des réserves et si elle continue à le montrer dans les faits, ce n'est pas le résultat d'un référendum, fut-il à 98,3 % pour la Calédonie française qui l'en dissuadera. C'est de la capacité des opprimés à s'organiser et à se battre que dépend leur sort et certainement pas des urnes et des bulletins de vote. Le seul langage que les oppresseurs comprennent c'est celui de la lutte. Et les Kanak ont eu tout à fait raison de montrer leur mépris à l'égard de ces élections. S'ils restent déterminés à agir, le pouvoir colonial n'est pas au bout de ses peines.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.